

Avis adopté

Séance plénière du 23 septembre 2025

Inégalités de genre et santé des femmes au prisme de la périnatalité

Déclaration du groupe CGT

L'avis met en lumière les inégalités de genre en santé dans le champ et de la périnatalité. Les conséquences dans les vies des femmes et sur leur carrière ne sont que trop lourdes. Remédier à ces inégalités est un enjeu de société, à l'heure où la natalité recule et que les femmes ne veulent plus sacrifier leur carrière professionnelle.

La France figure parmi les mauvais élèves européens en matière de mortalité infantile et la mortalité maternelle stagne, tandis que les violences obstétricales persistent.

Les politiques libérales sont catastrophiques pour notre système de santé : hier encore fermait la maternité des Lilas, lieu emblématique de l'humanisation des naissances. Dans les territoires, la désertification médicale met en danger la vie des femmes et de leur enfant. Le système est à bout, tout comme le personnel, toujours en première ligne, mais toujours dévalorisé, précarisé et exposé aux violences sexistes et sexuelles. Il ne tiendrait d'ailleurs pas sans les travailleuses et travailleurs immigrés.

Les préconisations pointent des pistes sérieuses pour l'action politique et pour les employeurs. Nous soutenons particulièrement celles concernant la formation, la reconnaissance des risques professionnels et la revalorisation des personnels : une sage-femme est toujours moins bien payée qu'un ingénieur. Renforcer la recherche et les moyens pour améliorer la prévention, l'accueil et le suivi des femmes dans leur parcours périnatal doit concourir à éviter les suicides et les dépressions post-partum.

Nous rappelons notre exigence de maintien intégral du salaire pour toutes les femmes enceintes, alors que ce n'est plus le cas à ce jour dans la fonction publique.

La santé ne peut être la variable d'ajustement d'une politique austéritaire. C'est une question de justice. Elle est un investissement qui profite autant aux individus qu'aux entreprises et qu'à l'ensemble du pays.

La CGT a voté l'avis et remercie les rapporteuses pour leur excellent travail.